

développement en Afrique, personne ne prévoyait la tournure que prendrait la situation économique mondiale. Pour la plupart des pays, la croissance a accusé un important retard sur les prévisions. La plupart des marchés des produits de base ont continué de décliner, en termes réels. Nous avons assisté à une quasi-stagnation des flux de crédits commerciaux, et les flux d'aide publique se sont à peine améliorés. Il est clair que la situation économique mondiale est venue contrer nos efforts.

Il serait inutile de chercher à jeter le blâme sur quelqu'un. Car, dans les faits, tous les pays, pays africains et pays donateurs confondus, ont été touchés. Nous avons assisté à une modification de l'environnement économique international. Et, de toute évidence, aucun pays ni groupe de pays ne peut exercer un contrôle sur tous les facteurs en jeu.

Néanmoins, le rapport du Secrétaire général ne doit pas nous décourager. Nous sommes, il est vrai, dans une situation plus difficile que l'année dernière. La crise s'est aggravée. Les risques et coûts sociaux et politiques sont plus élevés. Mais des mesures ont été prises tant en Afrique qu'au sein de la communauté mondiale qui méritent d'être reconnues et appréciées.

En Afrique, vingt-huit pays ont entrepris avec succès d'importants programmes d'ajustement structurel. Ils ont consenti d'énormes sacrifices dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives à long terme. Il ont pris des mesures concrètes pour introduire des réformes significatives et ajuster les mécanismes de leurs économies. Nous en trouvons de nombreux exemples dans le Rapport du Secrétaire général.

Certains résultats positifs commencent à se faire sentir, très lentement et péniblement. Aussi modestes semblent-ils être dans les circonstances, c'est là que nous devons trouver réconfort. Nous devons reconnaître ici que le courage, le dynamisme et la détermination dont ont fait preuve ces gouvernements africains font la différence - et méritent pour cela notre indéfectible appui.

Quant à la communauté internationale, elle n'est pas en reste, car elle a pris un certain nombre d'initiatives multilatérales qui en sont actuellement à divers stades:

- Au FMI, M. Camdessus a proposé le triplement de la Facilité d'ajustement structurel.
- Au Club de Paris, des arrangements spéciaux ont été faits, et d'autres sont envisagés, à l'intention des pays débiteurs les plus pauvres.